

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°73-2021-112

PUBLIÉ LE 1 JUILLET 2021

# Sommaire

## **73\_DDFIP\_Direction départementale des finances publiques de Savoie / DDFIP - Stratégie - Contrôle de gestion**

73-2021-07-01-00001 - Liste des responsables de service de la DDFiP de la Savoie disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et gracieux fiscal (1 page)

Page 3

## **73\_PREF\_Préfecture de la Savoie / Direction des sécurités préfecture - BSIDSN Bureau de la sécurité intérieur, de la défense et de la sureté nationale**

73-2021-07-01-00002 - Arrêté n° DS-BSIDSN/2021- 73 prescrivant les conditions du port du masque dans le département de la Savoie (3 pages)

Page 5

73\_DDFIP\_Direction départementale des  
finances publiques de Savoie

73-2021-07-01-00001

Liste des responsables de service de la DDFiP de  
la Savoie disposant de la délégation de signature  
en matière de contentieux et gracieux fiscal



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
des Finances publiques de la Savoie  
5 rue Jean Girard-Madoux  
73011 CHAMBERY Cédex



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES FINANCES PUBLIQUES DE LA SAVOIE

**Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature  
en matière de contentieux et gracieux fiscal  
prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II du code général des impôts.**

Liste des responsables locaux disposant d'une délégation de signature automatique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Savoie :

Prénom - Nom	Responsables des services
Philippe SEVESSAND	Service des impôts des particuliers et des entreprises d'Albertville
Bruno DELAYE	Service des impôts des entreprises de Chambéry
Alain CATALAN	Service des impôts des particuliers de Chambéry
Christian CHIARELLO	Service des impôts des entreprises de Moûtiers
Philippe SEVESSAND	Service des impôts des entreprises de Moûtiers jusqu'au 13 août 2021
Delphine MATHIEU	Service des impôts des particuliers de Moûtiers
Dominique DAGAND	Service des impôts des particuliers de Saint-Jean-de-Maurienne
Philippe CONAND	Pôle de contrôle et d'expertise
Patrice POUJOL	Pôle de recouvrement spécialisé
Ingrid DUPRE	Pôle de contrôle des revenus et du patrimoine
Marc FEGAR	Service de publicité foncière et de l'enregistrement de Chambéry 2
Guylaine BAUER	Centre des impôts fonciers de Chambéry
Marie-Agnès TOUCHAIS	Centre des impôts fonciers de Moûtiers (intérim)
Marie-Agnès TOUCHAIS	Centre des impôts fonciers de Saint-Jean-de-Maurienne (intérim)
Albert COLONNA-D'ISTRIA	Brigade de contrôle et de recherche
Fabrizio ARCURI	1ère brigade de vérification
Didier VASSEUR	3ème brigade de vérification (intérim)

Fait à Chambéry, le 1<sup>er</sup> juillet 2021

L'Administrateur général des Finances publiques,  
Directeur départemental des Finances publiques de la Savoie,

signé : Jean-Michel BLANCHARD

73\_PREF\_Préfecture de la Savoie

73-2021-07-01-00002

Arrêté n° DS-BSIDSN/2021- 73 prescrivant les  
conditions du port du masque dans le  
département de la Savoie



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des sécurités

Bureau de la sécurité intérieure,  
de la défense et de la sûreté nationale

**Arrêté n° DS-BSIDSN/2021- 73 prescrivant les conditions  
du port du masque dans le département de la Savoie**

Le Préfet de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2 et L 2215-1;

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1, L.3131-8, L.3131-9, L.3131-15 et L.3136-1 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le code pénal ;

**VU** la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment son article 45 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet de la Savoie M. Pascal BOLOT ;

**VU** le décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**VU** l'avis du directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DS-BSIDSN/2021-72 du 17 juin 2021 prescrivant les conditions du port du masque dans le département de la Savoie,

**VU** la consultation des élus et des parlementaires ;

**CONSIDERANT** le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

**CONSIDERANT** l'absence de traitement préventif pour faire face à ce virus ;

**CONSIDERANT** qu'en vertu du II. de l'article 1 du décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 susvisé, le préfet de département peut, « *Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent* » ;

**CONSIDERANT** que, selon les données disponibles auprès de Santé publique France, la situation sanitaire du département bien qu'en amélioration reste fragile ; que d'après les derniers bilans de Santé publique France, malgré un taux d'incidence en baisse dans le département, la circulation du virus est toujours active et un cas du variant Delta a été identifié le 29 juin 2021 ;

**CONSIDERANT** que la densité de population et le contact prolongé entre plusieurs personnes constituent des facteurs de transmission accrue du virus SARS-CoV-2 ; que le port du masque en extérieur peut être levé sauf dans les situations à forte densité de personnes, lorsque la distance interindividuelle ne peut être respectée et lorsque les temps de contact prolongé sont probables ;

**CONSIDERANT** que le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir, notamment pendant la phase pré-symptomatique, de l'ordre de cinq jours en moyenne, de l'infection ; qu'il résulte des avis et recommandations tant de l'Organisation mondiale de la santé que du Haut Conseil de la santé publique ou du conseil scientifique covid-19, appuyés sur les études épidémiologiques récentes et la revue de la littérature scientifique existante, que le port d'un masque, qui ne présente pas de risque particulier pour les personnes qui le portent, est efficace pour réduire le risque de contamination par le SARS-CoV-2 ;

**CONSIDERANT** que les rassemblements publics, les zones et files d'attente, les manifestations de voie publique, les festivals, les concerts de plein-air et les événements sportifs de plein-air constituent un risque accru de propagation du virus covid-19 en raison de la promiscuité et du brassage de population qu'ils génèrent ;

**CONSIDERANT** que les marchés alimentaires et non alimentaires, les brocantes, les ventes au déballage sur la voie publique et les commerces, constituent des espaces de flux et de brassages importants de personnes ; qu'ils représentent un risque accru de propagation du virus covid-19 dans le département ;

**CONSIDÉRANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDERANT** que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, constitue une mesure de nature à limiter la circulation active du virus ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition de Madame la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

## **ARRÊTE**

**Article 1er** : Le port du masque est obligatoire en Savoie pour toute personne de onze ans et plus :

- sur les marchés de plein-air alimentaires et non-alimentaires, les brocantes et vide-greniers, et les ventes au déballage ;
- pour tout rassemblement public générant un rassemblement important de population, dont les manifestations sur la voie publique mentionnées à l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure, les festivals, les concerts en plein-air et les événements sportifs de plein-air ;

- aux abords des gares et de l'aéroport dans un rayon de 50 mètres ;
- au sein des espaces et des files d'attente à l'extérieur des établissements recevant du public ;

Article 2 : Le port du masque ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 3 : La violation des dispositions prévues au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4ème classe (135 €), conformément à l'article L.3136-1 du code de la santé publique et à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juillet 2020. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de la 5ème classe.

Si les violations prévues au présent article sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 4 : Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et est applicable jusqu'au vendredi 16 juillet 2021 inclus.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet des recours suivants :

- recours gracieux motivé adressé à mes services ;
- recours hiérarchique introduit auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté. Dans le cas du recours gracieux ou du recours hiérarchique, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaut à un rejet implicite ouvrant droit à un nouveau délai de recours contentieux de deux mois.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, la sous-préfète, directrice de cabinet, le sous-préfet d'Albertville, le sous-préfet de Saint Jean de Maurienne, la directrice départementale de la sécurité publique de la Savoie, le colonel commandant le groupement de la gendarmerie départementale de la Savoie et les maires du département de la Savoie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Chambéry, le 1<sup>er</sup> juillet 2021

Le Préfet

SIGNÉ : Pascal BOLOT